

Les débuts de l'Union Suisse des Paysans : quelques remarques critiques à propos d'un ouvrage récent

Autor(en): **Guex, Sébastien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **3 (1996)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-87863>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES DÉBUTS DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

QUELQUES REMARQUES CRITIQUES À PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT

SÉBASTIEN GUEX

Werner Baumanns Buch Bauernstand und Bürgerblock (Ernst Laur und der schweizerische Bauernverband 1897–1918, Zürich 1993) ist in der Zeitschrift Annuelles 1995 von Sébastien Guex ausführlich und kritisch gewürdigt worden. Um die begonnene Diskussion weiterzuführen, hat traverse den Autor zu einer Replik eingeladen. Vorangehend drucken wir eine gekürzte Fassung des Beitrages von Sébastien Guex ab.

Die Redaktion

Aujourd'hui encore, le rôle que les dites associations économique ont joué dans l'histoire de la Confédération à la fin du 19^e et au 20^e siècles reste largement *terra incognita*. Aussi faut-il saluer la très bonne étude que Werner Baumann consacre aux débuts de l'organisation faîtière du paysannat helvétique, l'Union suisse des Paysans (USP). Ce remarquable ouvrage, dont j'ai résumé ailleurs les principaux résultats,¹ couvre la période allant de la création de l'USP, en 1897, à la fin de la Première Guerre mondiale. À côté d'une description de la situation économique du paysannat, complétée par une biographie politique de celui qui fut pendant très longtemps le Secrétaire de l'USP, Ernst Laur, l'apport essentiel de cette étude réside dans l'analyse de la manière dont s'est mise en place puis consolidée, au cours de la phase en question, une alliance stratégique entre les organisations faîtières du grand patronat d'une part, et l'USP de l'autre. Cette alliance, désignée sous le nom de bloc bourgeois (Bürgerblock), reposait sur une sorte de clause que l'on peut résumer de la façon suivante: l'USP organisait et orientait la paysannerie en tant que rempart contre le mouvement ouvrier, protégeant ainsi l'élite industrielle et financière helvétique face à la montée de la menace socialiste. En contrepartie, le grand patronat acceptait, si ce n'est de défendre, du moins de ne pas entraver un interventionnisme étatique considérablement plus favorable qu'auparavant aux intérêts agricoles, en particulier dans le domaine des taxes douanières et des subventions publiques.

Malgré, ou plutôt en raison de ses mérites, le livre de Baumann réclame dis-

la partie traitant de la Première Guerre mondiale. L'auteur tend en effet à renvoyer dos à dos USP et mouvement ouvrier lorsqu'il traite de l'origine de leur conflictualité croissante durant la guerre. Les dirigeants ouvriers montraient aussi peu de compréhension pour «les problèmes des paysans» (343), écrit-il, que la direction de l'USP pour les problèmes des salariés. Ce qui l'amène à conclure: «Les chefs paysans jetaient – au même titre que leurs adversaires sociaux-démocrates – de l'huile sur le feu» (344). Certes, je peux suivre Baumann lorsqu'il reproche aux leaders du mouvement ouvrier leur manque de subtilité dans l'approche de la paysannerie. Mais de là à prétendre que l'hostilité entre les deux parties provenait autant de l'une que de l'autre, il y a un pas que je me refuse à franchir. Il me semble que ce qu'on trouve dans l'ouvrage de Baumann devrait conduire à la conclusion inverse, et je vais essayer de le montrer.

Tout d'abord, la paysannerie – grâce à une politique économique agressive confinant parfois au chantage – a considérablement amélioré sa situation personnelle pendant que celle des travailleurs salariés – et Baumann ne le souligne à mon sens pas assez – se péjore dramatiquement. Ne rapporte-t-il pas lui-même que l'épargne moyenne réalisée durant la guerre par membre actif d'une famille paysanne s'élève à 3200 francs (306), soit approximativement une fois et demie le salaire annuel moyen d'un ouvrier? Et à fin 1918, le nombre d'indigents relevés dans les villes qui, faut-il le préciser, proviennent essentiellement du monde salarié, ne se monte-t-il pas à plus de 15% de la population suisse? Dans ces conditions, il me semble difficile, pour ne pas dire plus, de mettre sur le même pied les problèmes rencontrés par les ouvriers et par les paysans et d'expliquer l'agressivité de l'USP à l'égard du mouvement ouvrier par le manque de compréhension dont aurait fait preuve ce dernier vis-à-vis des «problèmes des paysans». A cela s'ajoute que, et cela Baumann le montre aussi (191), lorsque le mouvement ouvrier tente de faire des pas en direction de la paysannerie, comme le Parti socialiste suisse le fait par exemple dans son programme de 1904, cela n'empêche pas Ernst Laur de maintenir un cours violemment défavorable au socialisme. La raison en est énoncée par l'auteur lui-même: pour l'USP, «l'hostilité au socialisme était précisément une composante nécessaire de la stratégie politique» (192). On est donc d'autant plus surpris de voir Baumann relativiser parfois l'anti-socialisme virulent de Ernst Laur sous prétexte, par exemple, que celui-ci fait durant la guerre la proposition de prélever un impôt spécial destiné à financer la fourniture d'aliments à bon marché pour les travailleurs salariés (343). Mais que pèse une telle proposition, lancée dans un journal et jamais reprise, lorsqu'on connaît la rouerie tacticienne du «Roi des paysans»? Et surtout lorsqu'on la compare à la pratique concrète de l'USP, par exemple la campagne véhémente qu'elle mène peu après contre l'initiative sociale-démocrate demandant l'introduction d'un impôt fédéral direct?²

La rouerie tactique d'Ernst Laur nous amène à un deuxième point problématique. Lorsqu'il s'agit d'analyser l'évolution de la situation matérielle de la paysannerie, Baumann prend largement appui sur les statistiques élaborées par l'USP elle-même. Or, l'auteur mentionne le fait que de telles données statistiques constituent un précieux instrument de pouvoir pour une organisation faïtière. Il relève qu'Ernst Laur ne fait guère preuve de scrupules dans le choix des moyens propres à soutenir sa politique, y compris dans l'élaboration de données statistiques (cf. par exemple 217). Enfin, il souligne que les statistiques produites par le Secrétariat paysan ont été l'objet de vives critiques à l'époque même, venant même de cercles pas forcément défavorables à la paysannerie. Certes, le chercheur individuel est probablement condamné à utiliser les données de l'USP, faute de statistiques officielles en la matière. Mais il est surprenant que l'auteur reprenne ces données quasiment telles quelles, c'est-à-dire sans chercher à les soumettre, elles et leurs conditions de production, à l'examen critique le plus rigoureux, de façon à pouvoir émettre ne serait-ce qu'un jugement grossier sur leur degré de fiabilité. La question est loin d'être négligeable car, en l'absence d'un tel examen, toutes les analyses sur l'évolution de l'agriculture basées sur les statistiques fournies par l'USP restent entachées d'un sérieux doute.

Par ailleurs, même si le cas se produit assez rarement, j'aimerais signaler que Baumann accorde à mon sens parfois trop d'importance à la personnalité du Secrétaire paysan, ce qui le pousse vers des «explications» tautologiques. Ainsi, ce passage où il explique «la position dominante» d'Ernst Laur à l'intérieur de l'USP par les «qualités de chef» et «la volonté de pouvoir» (132) de ce dernier. Il me semble qu'il serait incomparablement plus fructueux de tenter, comme l'auteur commence à le faire (132–133) – malheureusement trop timidement – de reconstruire avec précision, la constellation des forces dans les divers champs, social, économique, politique, culturel etc., qui ont conjointement permis à Ernst Laur de disposer d'une marge de manœuvre et d'une influence particulièrement grandes dans et à travers l'USP, certains traits de sa personnalité trouvant dans l'espace ainsi créé la possibilité de s'affirmer. Plusieurs éléments évoqués par l'auteur lui-même plaident en faveur d'une telle approche. Par exemple, lorsque Baumann commente l'échec d'une démarche d'Ernst Laur en écrivant que «son jeu politique virtuose ne trouvait plus de soutien sitôt qu'il mettait en jeu les intérêts directs des groupes dominants de l'USP» (247; cf. également 315). Ne faudrait-il pas prolonger la réflexion dans ce sens? Ne pourrait-on pas aller jusqu'à émettre l'hypothèse que ce qui donne au Secrétaire paysan son envergure exceptionnelle tient, avant toute chose, au choix du grand patronat d'entrer dans une alliance stratégique avec le mouvement paysan. Facteur qui expliquerait beaucoup mieux que le manque de qualités de chef, de

de l'USP le fait que, depuis cinquante ans, Ernst Laur n'ait eu, en termes de rayonnement, aucun successeur. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le déclin accéléré de la paysannerie et la profonde intégration du mouvement ouvrier ont miné le fondement d'une telle alliance. Prenons un second exemple, sur un autre plan. Ernst Laur est un homme très intelligent, remarquablement rusé, exceptionnellement travailleur, soit. Mais, signale en passant Baumann, il possède aussi des traits profondément dépressifs. Ne serait-il pas utile de tenter de problématiser cette caractéristique? Est-il interdit de penser qu'une configuration différente des champs évoqués ci-dessus n'aurait pas favorisé l'autoritarisme dynamique du Secrétaire paysan, ne lui aurait pas permis de surmonter et/ou d'utiliser ses traits dépressifs mais les aurait au contraire fait triompher?

Dernier point, il est regrettable que l'auteur néglige complètement de discuter, lorsqu'il traite de l'idéologie d'Ernst Laur et de la direction de l'USP, leur vif anti-féminisme.³ Celui-ci ressort pourtant de plusieurs déclarations citées dans le livre même: parmi les diverses dégénérescences affectant le monde moderne, on ne manque pas de mentionner sa «féminisation» progressive, l'un des refrains préférés de la droite de l'époque. Plus gênant encore, dans l'un des rarissimes passages où la question des rapports de l'USP avec les femmes est abordée, Ernst Laur apparaît comme un homme sensible à leur sort voire à leur émancipation, n'hésitant pas à reconnaître la valeur du travail des paysannes qui a le mérite, dit-il, d'accroître «leur conscience de soi» (308). C'est passer à côté du problème. Les éloges d'Ernst Laur à la figure de la paysanne ne contiennent aucune dimension émancipatrice: si elle est exaltée, c'est qu'elle incarne la vraie nature de la femme en tant que «gardienne du mystère de l'hérédité de la race»⁴ face aux tendances dissolvantes de la ville et du socialisme; et, puisque telle est sa vraie nature, la femme doit être assignée aux trois sphères correspondantes: Kinder, Küche, Kirche.⁵

Notes

1 Cf. *Les annuelles*, Lausanne 1995, 35–40.

2 Deux ans plus tard, Ernst Laur reconnaîtra lui-même que la meilleure solution pour résoudre les problèmes financiers de la Confédération aurait été l'introduction de l'impôt fédéral direct, mais que l'USP s'était opposée à l'initiative socialiste, la faisant échouer, pour des raisons d'opportunisme politique. Par anti-socialisme et pour ne pas mettre en danger le bloc bourgeois. Et aussi, parce que l'existence d'un tel impôt aurait rendu moins nécessaire la hausse des taxes douanières; cf. Benedikt Mani, *Die Bundesfinanzpolitik des schweizerischen Bauernstandes in der neueren Zeit*, Romanshorn 1928, 141–142.

3 Sur ce point cf. par exemple Monique Pavillon, *La femme illustrée des années 20. Essai sur l'interprétation de l'image des femmes dans la presse illustrée 1920–1930*, Lausanne 1986.

5 Ernst Laur, *Politique agraire*, Lausanne 1919, 42.

Cf. par exemple Ernst Laur, *Le paysan suisse, sa patrie et son œuvre, conditions et évolution de l'agriculture suisse au vingtième siècle*, Brugg 1939, 696–700.